

Un ministre de l'éducation doit surtout défendre les professeurs

Quand la profession est dénigrée à la télévision, il faut que Najat Vallaud-Belkacem intervienne, faute de quoi elle participe à l'amenuisement de toute autorité

Par CÉCILE LADJALI

Il existe bien sûr un lien entre la disparition de l'autorité dans la vie publique et politique et sa disparition dans les domaines privés et prépolitiques de la famille et de l'école. Les mots que la philosophe Hannah Arendt écrivait en 1954 dans son essai *La Crise de la culture* résonnent formidablement quand on constate au quotidien l'amenuisement de toute autorité et donc de toute liberté – la seconde n'allant pas sans la première – au sein des sphères de l'éducation et du politique. La parole d'un maître ou celle d'un élu apparaît dorénavant si ténue, si inaudible, qu'elle en devient méprisante.

A qui les consciences contemporaines, qui se sont lentement détournées de ces premiers modèles, accordent-elles désormais du crédit ? Sans doute à l'image, à l'information lapidaire, aux formules creuses, qui ne sont rien d'autre que les conditions de leur aliénation.

Il existe un lien, à l'évidence, entre la déliquescence de l'autorité politique et celle qui concerne l'éducation. La crise de l'école s'explique en grande partie par la détresse des professeurs, dont l'autorité intellectuelle est constamment remise en cause. Or ces professeurs ont réellement du mouron à se faire quand ils constatent que leur propre ministre ne contrecarre pas ces médias qui éprouvent une jouissance incompréhensible à battre en brèche le premier garant de l'ordre et du bonheur dans la cité à savoir : l'école.

Ce sont ces professeurs et cette école qui ont récemment été insultés à une heure de grande écoute sur une chaîne publique. Nous sommes place de la République, le jeudi 3 novembre. Sur cette même place de la République l'équipe d'« Envoyé spécial » a installé son plateau, car ce soir, après la diffusion d'un reportage consacré aux méthodes de recrutement des non-titulaires par l'éducation nationale, la journaliste, Elise Lucet, reçoit la ministre de l'éducation, Najat Vallaud-Belkacem.

Le documentaire est saisissant. Durant vingt-cinq minutes, le téléspectateur suit les pérégrinations d'un journaliste de l'émission qui se fait passer pour un jeune contractuel souhaitant se reconverter dans l'éducation. A cet effet, la caméra (cachée) l'accompagne au rectorat de Créteil, où ce dernier est censé passer un entretien d'embauche comme il est de bon aloi de le faire en entreprise. La voix off du journaliste, qui commente l'épopée de ce Rastignac d'un genre nouveau, précise qu'une partie des

images (brouillées) ont été tournées dans les studios de France Télévisions. Il ajoute que les voix (modifiées) sont quant à elles authentiques.

REPORTAGE INDIGESTE

Les employés du rectorat, font donc subir des tests de niveau au candidat. Si ces agents de la fonction publique gourmandent le jeune homme, en lui révélant que ses acquis universitaires sont lamentables, ils lui annoncent cependant qu'ils vont tout de même l'embaucher, car beaucoup de professeurs manquent à l'appel en cette rentrée des classes. La bonne nouvelle est rapportée par un inspecteur d'académie, que le contractuel a eu bien de la chance de rencontrer en pointant au rectorat comme on pointe à Pôle emploi (faux diplôme en poche), quand on sait qu'un professeur titulaire agrégé qui demande une inspection peut attendre plusieurs années avant d'être inspecté.

Ainsi ce reportage, parfaitement indigeste, apprend au spectateur écoeuré qu'en dépit de son niveau catastrophique en français et en mathématiques, cet homme est à l'heure qu'il est en train de faire cours à son enfant. Et ce même spectateur, parvenu à la fin du repas du soir, acculé par une journée de travail, de pester devant son poste de télévision, pensant alors que tout le corps enseignant s'aligne sur le modèle édifiant qu'on vient de lui soumettre.

A la fin de la diffusion, la ministre de l'éducation est interrogée par la journaliste qui lui demande de réagir à ce qu'elle vient de voir. En tant que professeur, je suis tendue vers ses propos, attendant qu'elle entre dans une colère noire, au vu de ce que la chaîne vient de montrer en prime time à des centaines de milliers de parents. Mais rien ne se passe. A aucun moment la ministre ne s'insurge contre les partis pris du scénario et affirme au contraire qu'elle est « contentée » que ce documentaire soit diffusé et qu'elle espère que le reportage servira « d'électrochoc ».

Même si ce documentaire ne concerne que les 25 000 contractuels – ainsi tous mis dans le même panier –, à aucun moment la ministre ne défend le corps enseignant, en rappelant, par exemple, que les certifiés et les agrégés ont passé des concours difficiles et que ce sont eux qui occupent la grande majorité des postes dans les écoles, les collèges et les lycées de France. Elle n'insiste pas non plus sur le fait que tous ont leur métier chevillé au corps, qu'ils le pratiquent bien souvent comme un sacerdoce, et que le découragement, la fatigue sont là en raison de l'absence de confiance que leur ac-

cordent les familles et du manque de foi qu'elles placent en l'exigence et en la culture qu'on vient de leur dénier.

Pas un commentaire concernant le caractère spécieux du reportage qui ne montre pas la réalité du terrain, à savoir celle de 850 000 titulaires, excellentement formés, conscients que l'École de la République et la transmission des valeurs humanistes demeurent le nerf d'une guerre que l'on dit déclarée. C'est évidemment à cela que l'on pense quand une équipe de télévision choisit la place de la République comme décor à son émission. On espère alors que des liens vont être établis... Mais non, rien.

Cette mise en scène médiatique sert au contraire de promontoire à la ministre, qui dévide son laïus habituel : la responsabilité de cette pénurie de professeurs revient à la droite qui a supprimé 80 000 postes de fonctionnaires, or la gauche sauve la situation comme le prouve cette courbe. Elle montre alors le graphique en carton qu'elle a apporté avec elle sur le plateau. J'aurais préféré qu'elle brandisse les œuvres des philosophes Alain ou Arendt et qu'elle nous lise un passage des *Propos sur l'éducation* ou de *La Crise de la culture*. Mais la culture, justement, n'est pas très tégénique.

Des émissions comme celle-ci nient le travail de milliers de professeurs honnêtes et investis. L'autorité de notre discours ne peut pas tenir face à celle de parents déjà circonspects à notre endroit, si les médias diffusent à tous crins de telles émissions aux heures de grande écoute. Enfin, notre action est condamnée à mort si notre propre ministre ne nous défend pas davantage. La parole du maître et du politique aura perdu toute sa force, si elle est laissée à la seule charge des médias qui procèdent par raccourcis et par mises en scène caricaturales. ■

¶
Cécile Ladjali est écrivaine et professeure agrégée de lettres, elle vient de publier « *Illettré* », Actes Sud, 212 p., 19 €

**LE POLITIQUE DÉLÈGUE
SON AUTORITÉ
ET EN MÊME TEMPS
SON POUVOIR
AU MÉDIATIQUE,
EN ÉCHANGE
D'UN PEU DE CHARISME
À L'ÉCRAN**